

**délibération :
D_2025_5_10**

L' an deux mille vingt cinq, le mardi 01 juillet à 18 h 30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire en mairie, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en
exercice : 12

Date de convocation du : 26 Juin 2025

Présents : 9

Présents : Monsieur LIOT Gérard, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur CHAMBRE Damien, Madame BIZE Aurélie, Madame DUPUY Marine, Madame KERJEAN Madeleine, Monsieur LEGRAND Xavier, Monsieur LEHEMBRE Pierre-Yves, Madame LIOT Régine

Votants : 9

Absent(s) : Madame AUPY Jocelyne

**Objet : Décision
modificative N°1 : prise en
compte de la modification
de la participation versée au
SIVOS ATAV**

Excusé(s) : Monsieur LAMACHE Christophe, Monsieur LEDIRAISON Guillaume

Secrétaire de Séance : Madame Madeleine KERJEAN

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de modifier le budget comme suit, pour tenir compte de l'augmentation de la participation versée au SIVOS ATAV pour l'année 2025 :

FONCTIONNEMENT*Dépenses*

Chapitre 65 - autres charges de gestion courante
65568 - Autres contributions
+ 2 100,00€

Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement
023 - Virement à la section d'investissement (ordre)
- 2 100,00 €

INVESTISSEMENT*Dépenses*

Opération 50 - Residence senior
Chapitre 23 - immobilisations en cours
2313 - Constructions
- 2 100,00€

Recettes

OPFI - Opération financière
Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement
021 - Virement de la section de fonctionnement
- 2 100,00€

Le conseil après en avoir délibéré accepte à l'unanimité la proposition du maire et l'autorise à signer tous les documents nécessaires.

Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 0

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 01/07/2025, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire selon date de l'accusé de dématérialisation.

Fait et délibéré les mêmes
ans, mois et jours que ci-
dessus.
Au registre sur les signatures
pour copies conformes,
Le Maire,
Gérard Liot

